

# Tunisie, la riposte de la société civile

**Sans attendre, des milliers de femmes et d'hommes ont manifesté hier à Tunis suite à un appel lancé sur les réseaux sociaux pour la défense de la laïcité et de la liberté d'expression.**

**De Tunis, Hassane Zerrouky**

La riposte ne s'est pas fait attendre. Par milliers, dont plus de la moitié étaient des femmes, les Tunisiens sont sortis hier dans la rue — le boulevard Mohammed V — en riposte à la manifestation violente des salafistes de vendredi dernier contre Nessma TV. «Il est interdit d'interdire», «Nous sommes musulmans et nous sommes contre l'extrémisme», «La liberté d'expression est sacrée», «Oui à la démocratie et aux libertés», lisait-on sur les pancartes portées par les manifestants qui scandaient «Le peuple veut un Etat civil».

La manifestation s'est déroulée dans le

calme. Les participants, qui voulaient se rendre dans le centre-ville, avenue Bourguiba, en ont été empêchés par un cordon de policiers. Sans doute pour éviter un affrontement avec les salafistes du parti Tahrir, non reconnu par les autorités.

Comme lors des événements qui ont précédé la chute de Ben Ali, l'appel à la riposte a été lancé par quelques individus sur les réseaux sociaux, dont Facebook. Pas un journal ne l'a relayé.

Les Tunisiens n'ont pas attendu que les partis démocrates et progressistes lancent un appel pour réagir et se mobiliser. Ils ont choisi de se prendre en charge et ne pas laisser le terrain aux islamistes salafistes qui avaient tenté d'incendier vendredi dernier Nessma TV et proféré des menaces de mort contre ses animateurs.

Coutumier du double langage, les propos du chef d'Ennahda, Rached Ghanouchi, affirmant qu'il soutenait «le droit du peuple tunisien à défendre sa religion», assimilant les

salafistes au «peuple tunisien», tout en estimant que son parti est totalement étranger «à ces actes de violence» ont glacé une partie des Tunisiens. Une jeune militante d'Ennahda, portant une pancarte demandant «le respect de la liberté d'expression», a été quelque peu malmenée par un groupe de manifestants anti-islamistes.

Côté partis politiques, seuls Ettakatol de Mustapha Ben Jaafar, qui s'est prononcé contre une «alliance avec Ennahda», le parti démocrate progressiste (PDP) de Maya Jbiri, ainsi qu'Ettajdid ont dénoncé ces actes de violence.

Selon Ahmed Brahim, secrétaire général d'Ettajdid, qui fait partie d'une coalition électorale, le Pôle démocratique moderniste (PDM), «aujourd'hui en Tunisie, il y a une mouvance moderniste qui cherche à renforcer les libertés et les valeurs progressistes» et «une seconde mouvance qui souhaite utiliser les sentiments religieux du peuple et qui tente d'imposer un certain contrôle et un

mode de vie bien spécifique».

Effectivement, la manifestation d'aujourd'hui est symptomatique du clivage politico-idéologique existant dans la Tunisie post-Ben Ali entre partisans d'une Tunisie moderniste, qui ne veut pas voir les acquis de la révolution du 14 janvier confisqués, et partisans d'une Tunisie régressive, en dépit du discours rassurant d'Ennahda, parti qui a pris le train de la révolution en marche, et dont le programme néo-libéral a les faveurs de la bourgeoisie commerciale marchande et celles des puissances occidentales. Donné favori, il pourrait arriver en tête le 23 octobre face à des partis démocrates et progressistes en rangs dispersés, et disposer d'une marge de manœuvre lui permettant de nouer des alliances avec des résidus du régime de Ben Ali, en vue d'imposer une Constitution qui laisserait la porte ouverte à la remise en cause des acquis modernistes hérités du mouvement national tunisien.

H. Z.

## LIBYE

# Reprise des combats à Bani Walid, dernier fief de Kadhafi avec Syrte

**Les combats à l'artillerie lourde ont repris hier à Bani Walid, l'un des derniers bastions du dirigeant déchu Mouammar Kadhafi, dont les partisans ont lancé la veille une contre-attaque à Syrte, contraignant les forces du nouveau pouvoir libyen à se replier.**

«Nous avons repris les combats et nous avons avancé du côté du front nord comme celui du sud», a déclaré à l'AFP Moussa Younès, chef des forces du Conseil national de transition (CNT, ex-rébellion) à Bani Walid, à 170 km au sud-est de Tripoli, où les affrontements avaient été suspendus il y a une semaine. Un commandant de la ville de Zawiyah, dont les forces sont postées au sud de Bani Walid, a indiqué que l'attaque avait lieu à l'artillerie lourde.

Les forces du CNT assiègent depuis plus d'un mois l'oasis de Bani Walid, où sont retranchés 1 500 pro-Kadhafi, selon le CNT.

Les combats avaient été suspendus il y a une semaine par les commandants du CNT pour préparer une nouvelle offensive et mettre de l'ordre dans les rangs après un énorme cafouillage meurtrier le 9 octobre.

Faute de coordination entre des brigades venues des quatre coins de l'Ouest libyen, les pro-CNT avaient dû abandonner l'aéroport de Bani Walid qu'ils venaient de prendre, enregistrant 17 morts et plus de 80 blessés dans leurs rangs.

Sur un autre front, à Syrte, ville-symbole à 360 km à l'est de Tripoli, les forces du CNT ont dû reculer de deux kilomètres samedi, après une violente contre-attaque surprise des partisans du colonel Kadhafi, en fuite depuis la chute de son QG à Tripoli le 23 août.

Les pro-Kadhafi, tirant aux roquettes et à l'artillerie lourde, ont délogé les combattants du CNT de leurs positions à la lisière de deux quartiers, «Dollar» et «N°2», que ces derniers avaient atteints vendredi soir.

«La résistance dans les deux quartiers est forte, nous pensons qu'il y a quatre à cinq personnes importantes à l'intérieur», a estimé samedi un chef des opérations sur le front Est, Wassim ben Hamaibi.

«Nous sommes sûrs que (un des fils de Kadhafi) Mouatassim et

(le ministre de la Défense) Aboubakr Younès Jaber sont à l'intérieur», a-t-il ajouté. «Nous voulons les capturer vivants pour qu'ils passent devant la justice, plutôt que de les tuer, c'est pour cela que nous ne nous engageons pas dans une attaque massive». Des informations contradictoires circulent

**La contrebande d'armes vers la Syrie en provenance des pays voisins et surtout du Liban prospère à mesure que la révolte populaire se prolonge même si les trafiquants semblent motivés par l'appât du gain, estiment les experts.**

«Les réseaux de trafiquants qui de longue date opèrent le long de la frontière se seraient reconvertis dans les armes depuis plusieurs mois», affirme Peter Harling, expert du International Crisis Group (ICG) basé à Damas. «Un marché s'est rapidement créé dans un pays où, contrairement au Liban, à l'Irak, au Yémen ou à la Libye, il existait peu d'armes en circulation», dit-il.

Mais M. Harling estime que l'on ne «peut pas parler à ce stade, comme le fait le régime, d'un rôle significatif de sponsors étrangers». Si c'était le cas, «la résistance à l'appareil sécuritaire serait beaucoup plus répandue et efficace». «Il y a des gens qui achètent des armes pour l'auto-défense, des deux côtés», selon lui. «Les villages alaouites se sont beaucoup armés par peur de représailles. Et du côté de la contestation (à majorité sunnite), la tentation de se défendre grandit, vu que le régime fait payer un prix toujours plus lourd à la population.»

Selon l'ONU, plus de 3 000 personnes ont péri en Syrie dans la répression depuis le 15 mars de la révolte populaire qui réclame la chute du régime de Bachar al-Assad. «A mesure que la crise s'approfondit, une certaine économie de la violence se met en place», résume M. Harling.

Ces dernières semaines, plusieurs Libanais et Syriens soupçonnés de trafic d'armes ont été arrêtés au Liban. D'après un diplomate occidental à Beyrouth, le trafic d'armes du Liban vers la Syrie relève d'«initiatives individuelles. Certains trafiquants pourraient être des sympathisants de partis politiques mais cela ne veut pas dire que ces partis sponsorisent la contrebande».

«La Syrie a envoyé des armes pendant des années au Liban. Aujourd'hui, c'est l'arroseur arrosé», relève le diplomate, sous couvert de l'anonymat, en notant un trafic en provenance d'Irak et de Turquie.

Les autorités syriennes accusent le mouvement

régulièrement parmi les forces du CNT sur la présence de proches de M. Kadhafi à Syrte et Bani Walid. Mercredi, la capture de Mouatassim Kadhafi à Syrte avait été annoncée, avant d'être finalement démentie. Hier, sur le front

Ouest, à une position avancée des pro-CNT, trois chars et des batteries anti-aériennes tiraient en direction du quartier «N°2», où des snipers répliquaient sporadiquement, selon une journaliste de l'AFP. «Quelques tireurs embusqués peuvent stopper une armée.

Ils sont très professionnels. Ils tirent dans le cœur, la tête, la poitrine», a déclaré un commandant de blindé de Benghazi, Salem Ahmed.

«Nous bombardons (le quartier) avec des chars et des batteries anti-aériennes et ensuite nous enverrons nos troupes dans les rues», peut-être dans l'après-midi ou aujourd'hui (lundi), a-t-il ajouté, en précisant qu'ils tiendraient leurs positions pendant la nuit en «dormant derrière leurs chars». En dehors des positions où les pro-

## LIBAN

# Le trafic d'armes vers la Syrie a le vent en poupe

pro-occidental de Saad Hariri d'armer et de financer les «bandes terroristes», ce que dément l'ex-Premier ministre libanais. Entre-temps, le marché est florissant. «Les Syriens prennent toutes les armes, faisant gonfler les prix», confie un marchand d'armes sous licence qui a requis l'anonymat. La plupart des armes remontent à la guerre civile au Liban (1975-1990), d'autres sont entrées illégalement depuis l'Irak, explique-t-il.

D'après un vendeur travaillant au noir dans le nord, «le prix d'une kalachnikov de seconde main est passé de 700/800 dollars à 1 300/1 500 dollars», et c'est l'arme la plus demandée.

Les clients syriens, dit-il, préfèrent la kalachnikov russe ou chinoise aux armes automatiques irakiennes ou iraniennes. Le prix de la grenade est passé de 5 à plus de 10 dollars, la roquette de 70 à 200 dollars. Les fusils de chasse — semi-automatiques — sont de plus en plus sollicités. Importés de Turquie pour 170 à 200 dollars, ils sont vendus entre 400 et 500 dollars, ajoute-t-il. La livraison se fait dans des régions reculées, à travers des sentiers impraticables, parfois à pied. Et si depuis juillet l'armée syrienne a renforcé ses mesures de sécurité, le trafic n'a pas cessé. «Il y a plus de 50 passages illégaux entre le Syrie et le Liban. Il est impossible de déployer un soldat à chaque mètre» de la frontière (environ 330 km), souligne l'expert militaire Elias Hanna.

Selon le diplomate occidental, le puissant parti armé Hezbollah, allié de Damas, a renforcé sa présence sur la frontière Est pour contrôler le trafic.

Mais «les armes légères entrant en Syrie ne peuvent inverser l'équilibre de forces», sauf si les pays voisins, notamment la Turquie, décident de laisser tomber le régime, selon M. Hanna. «Les armes pèseront alors dans la balance. Mais je ne pense pas que cela arrivera de sitôt.»

## Tirs contre des funérailles d'un militant anti-régime à Deir Ezzor

Les forces de sécurité syriennes ont tiré hier sur les participants aux funérailles d'un militant de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) qui ont rassemblé plusieurs milliers de personnes à Deir Ezzor (est), a rapporté cette ONG. «Des forces de

sécurité syriennes ont tiré à balles réelles sur les participants aux funérailles de Zied al-Obeidi qui ont rassemblé quelque 7 000 personnes et se sont transformées en manifestations appelant à la chute du régime», a dit l'OSDH, sans faire état dans l'immédiat de victime.

Ziad al-Obeidi, 42 ans, a été tué samedi matin alors qu'il était pourchassé par les services de sécurité à Deir Ezzor, a indiqué l'OSDH, basé au Royaume-Uni. Il était un des militants de l'OSDH les plus en vue à Deir Ezzor et un des militants de la révolution syrienne, avait indiqué samedi l'ONG précisant qu'il vivait caché depuis l'entrée en août des forces armées dans la ville. Parallèlement, les forces de sécurité procédaient à des perquisitions et des arrestations dans la province de Homs (centre) et dans la région de Damas, où 19 personnes ont été interpellées à Dhmeir, selon l'OSDH. D'après cette ONG, la campagne d'arrestations a touché 923 personnes à Homs depuis dimanche dernier.

A Hama (centre), deux membres des forces de sécurité ont été tués et deux blessés «dans une embuscade tendue par des membres d'une bande terroriste armée», a indiqué l'agence officielle Sana.

Par ailleurs, les autorités syriennes ont accepté de libérer sous caution l'opposant Mazen Adi (BIEN Adi), détenu depuis le 11 mai, a annoncé son avocat Michel Chammas à l'AFP. «La cour criminelle de Damas a décidé dimanche de libérer Mazen Adi, dirigeant du Parti démocratique du peuple (une formation politique non autorisée, ndlr) en échange d'une caution fixée à 30 000 livres syriennes (600 dollars). Il sera ensuite jugé pour atteinte à l'image de l'Etat», a déclaré M<sup>e</sup> Chammas. Samedi, le président syrien Bachar al-Assad a émis un décret annonçant la formation d'un comité ad hoc pour élaborer un projet de nouvelle Constitution. L'élaboration d'une nouvelle Constitution était l'une des principales revendications du mouvement de contestation lancé le 15 mars — dont la répression a fait plus de 3 000 morts parmi les civils selon l'ONU — mais les opposants ont ensuite exigé le départ du président syrien.

Les militants pro-démocratie réclament outre la chute du régime, des élections libres et l'annulation de la suprématie du parti Baas qui gouverne le pays depuis plus de 40 ans.